

PREFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Poitou-Charentes

Service connaissance des territoires
et évaluation
Division évaluation environnementale

Nos réf. : SCTE/DEE - FP/LL - N° 135
Affaire suivie par : **Fabrice PAGNUCCO – Lionel LAGARDE**
Fabrice.Pagnucco@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 05 49 55 63 44
Courriel : scte.dreal-poitou-charentes@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 27 janvier 2012

**Avis de l'autorité administrative
compétente en matière d'environnement**

Décret n° 2009-496 du 30 avril 2009

Contexte du projet
Demandeur : Syndicat des eaux de la Charente-Maritime
Intitulé du dossier : Projet de doublement de la canalisation d'adduction d'eau potable entre Le Thou et Aigrefeuille d'Aunis
Lieu de réalisation : communes de Le Thou et Aigrefeuille
Nature de la décision : servitude d'utilité publique
Autorité en charge de l'autorisation : Madame la Préfète du département de la Charente-Maritime
Le dossier est-il soumis à enquête publique ? oui
Date de saisine de l'autorité environnementale : 13 décembre 2011
Date de l'avis de l'Agence Régionale de Santé : 17 janvier 2012
Date de l'avis du Préfet de département : 13 décembre 2011

Contexte réglementaire

Les éléments détaillés relatifs au contexte réglementaire du présent avis sont reportés en annexe 2.

Conformément au décret n°2009-496 du 30 avril 2009, le présent avis porte sur la qualité de l'étude d'impact et sur la manière dont il est tenu compte des préoccupations environnementales dans le projet.

Il est porté à la connaissance du public et du maître d'ouvrage et fait partie constitutive du dossier d'enquête publique.

Il vise en particulier à éclairer le public sur la manière dont le pétitionnaire a pris en compte les enjeux environnementaux.

AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Analyse du contexte du projet

Ce projet, porté par le Syndicat des eaux de Charente-Maritime, a pour objectif la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable du réseau primaire littoral, et plus spécifiquement la fiabilisation de l'approvisionnement en eau potable de l'Ile de Ré.

Les travaux consistent en la pose d'une canalisation enterrée sur une longueur d'environ 8300 mètres linéaires sur le territoire des communes de Le Thou et d'Aigrefeuille d'Aunis (à l'ouest des deux bourgs), afin de sécuriser un maillon du réseau actuellement non secouru.

Au sein de l'aire d'étude relative au projet, et sur la majeure partie du tracé, l'activité agricole est prépondérante. Les travaux nécessiteront la création de tranchées d'une profondeur de 1,5 mètre sur la grande majorité du tracé, et ponctuellement la réalisation de forages pour le franchissement d'infrastructures (routes départementales, voies ferrées).

Les enjeux du projet sont principalement liés à la phase chantier, et concernent essentiellement l'activité agricole qui est directement impactée lors des travaux. Un état des lieux sera effectué avant et après les travaux, et des indemnités calculées selon un barème défini avec la Chambre d'Agriculture Départementale, seront versées aux exploitants.

Le tracé retenu n'est concerné par aucun périmètre environnemental identifié ; les zonages environnementaux les plus proches du tracé sont situés à plus d'un kilomètre (zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique).

Compte tenu de la consistance du projet, de ses effets et du contexte environnemental, les impacts potentiels sont limités. Ils concernent essentiellement le dérangement ponctuel d'espèces à proximité en phase travaux.

Qualité et pertinence de l'étude d'impact

L'étude d'impact comporte toutes les rubriques exigées par le code de l'environnement et sa qualité permet de comprendre les enjeux du dossier et les mesures d'intégration du projet dans son environnement proposées.

Elle est proportionnée aux enjeux environnementaux du site et aux effets prévisibles du projet.

Conformément à l'article R.414-19 du code de l'environnement qui précise que les travaux ou projets devant faire l'objet d'une étude d'impact déposés à compter du 1^{er} août 2010, doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000, le chapitre 5 de l'étude d'impact est dédié à cette évaluation et conclut de manière satisfaisante à l'absence d'impact sur les sites Natura 2000 les plus proches.

Prise en compte de l'environnement par le projet

Le projet est bien décrit et prend en compte les enjeux environnementaux et les apports de l'étude d'impact. Le tracé retenu résulte de la comparaison de deux variantes envisagées. Il a notamment été retenu car il n'impacte aucun périmètre environnemental identifié, le linéaire de travaux qu'il représente est plus court, et son montant est moins élevé.

La conception du projet et les mesures prises pour supprimer ou réduire les impacts sont appropriées au contexte et aux enjeux. Les dispositions nécessaires sont prises en compte pour préserver les sites archéologiques. Des préconisations sur les dates de travaux sont présentées en page 130 du dossier ; les dates retenues pour la phase chantier permettent de prendre en compte les périodes les plus favorables sur le plan écologique et hydrologique (mois les plus secs).

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional et par délégation,
Pour la chef de service
Connaissance des territoires et évaluation
L'adjointe, responsable de la division
Evaluation environnementale

Signé

Michaële Le Saout

1. Cadre général :

La réglementation sur les études d'impact existe en France depuis la première grande loi de protection de l'environnement de 1976. Ses principes anticipaient les dispositions prises au niveau européen par la directive européenne 85-337 CEE du 27 juin 1985 modifiée, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Il manquait cependant jusqu'ici à la transposition complète de cette directive, la désignation d'une "autorité environnementale" compétente pour donner un avis sur le projet et l'étude d'impact fournie par le maître d'ouvrage, cet avis devant rendre compte à l'autorité en charge de la décision d'autorisation et au public de la démarche d'évaluation et d'adaptation environnementales mise en œuvre par le porteur de projet.

Le décret n°2009-496 du 30 avril 2009 cité en référence, complétant ce dispositif réglementaire, désigne le préfet de région comme autorité administrative compétente en matière d'environnement pour les projets soumis à étude d'impact dont l'autorisation relève du niveau local.

En application de l'article L.122-1 du code de l'environnement et des articles R.122-1 et suivants modifiés par le décret sus-visé, l'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation transmet, pour avis, le dossier comprenant l'étude d'impact et la demande d'autorisation à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement.

Cette dernière rend son avis dans un délai de deux mois maximum après avoir consulté *"au titre de leurs attributions dans le domaine de l'environnement les préfets des départements sur le territoire desquels est situé le projet..."*.

L'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement est transmis à *"l'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution des travaux, de l'ouvrage, ou de l'aménagement projetés"*. Cette dernière transmet l'avis au pétitionnaire et publie l'avis sur son site internet. L'avis est joint au dossier d'enquête publique, lorsqu'il y a lieu.

2. L'"avis de l'autorité environnementale" : objectifs et caractéristiques

Ainsi qu'indiqué dans la circulaire du 3 septembre 2009 relative à la préparation de l'avis de l'autorité environnementale¹ prise en application du décret n°2009-496 du 30 avril 2009 (extraits des pages 6 et 7) :

"l'avis émis au titre de l'autorité environnementale porte à la fois sur la qualité de l'étude d'impact et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet conformément à l'article 6 §1 de la directive 85/337 (avis sur "la demande d'autorisation").

Il comporte : une analyse du contexte du projet, une analyse du caractère complet de l'étude d'impact, de sa qualité et du caractère approprié des informations qu'il contient et une analyse de la prise en compte de l'environnement dans le projet, notamment la pertinence et la suffisance des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation des impacts.

L'avis de l'autorité environnementale vise en particulier à éclairer le public sur la manière dont le pétitionnaire a pris en compte les enjeux environnementaux [...] L'avis de l'autorité environnementale est un des éléments dont l'autorité compétente pour prendre la décision d'autoriser ou d'approuver le projet tient compte pour prendre sa décision. Elle transmet cet avis au maître d'ouvrage : le dispositif repose sur la responsabilisation du maître d'ouvrage, sur son obligation de transparence et de justification de ses choix".

¹ Circulaire du 3 septembre 2009 du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, référencée NOR : DEVD0917293C

3. Contenu de l'étude d'impact

L'article R.122.-3 du Code de l'environnement précise :

I. - Le contenu de l'étude d'impact doit être en relation avec l'importance des travaux et aménagements projetés et avec leurs incidences prévisibles sur l'environnement.

II. - L'étude d'impact présente successivement :

1° Une analyse de l'état initial du site et de son environnement, portant notamment sur les richesses naturelles et les espaces naturels agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, affectés par les aménagements ou ouvrages ;

2° Une analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement, et en particulier sur la faune et la flore, les sites et paysages, le sol, l'eau, l'air, le climat, les milieux naturels et les équilibres biologiques, sur la protection des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique ;

3° Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu ;

4° Les mesures envisagées par le maître de l'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes ;

5° Une analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation ;

6° Pour les infrastructures de transport, l'étude d'impact comprend en outre une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité ainsi qu'une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter.

III. - Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude, celle-ci fait l'objet d'un résumé non technique.

IV. - Lorsque la totalité des travaux prévus au programme est réalisée de manière simultanée, l'étude d'impact doit porter sur l'ensemble du programme. Lorsque la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact de chacune des phases de l'opération doit comporter une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

V. - Des arrêtés interministériels peuvent préciser pour certaines catégories d'ouvrages le contenu des dispositions qui précèdent.